

Ah, cette communauté internationale !

Actumada - Lalaina RAZAFY - 02/10/09

Nous reproduisons ici pour vous, un éditorial du journal « La Vérité » qui devrait normalement faire réfléchir plus d'uns, surtout les grands de ce monde qu'on appelle communément la « communauté internationale » face à leurs réactions par rapport aux événements qui se passent dans ce monde. Comme quoi, l'incohérence et les contradictions, ils les vivent de manière plus qu'éhontée. Les condamnations, les principes et les valeurs finalement changent en fonction des intérêts en jeu.

Dans certains cas et dans certains pays, les carnages et tueries sont à condamner fermement tandis que dans d'autres, le silence est la règle absolue. Cela dépend des intérêts et des surenchères sur la table ! Alors, quand les grandes puissances et surtout leurs représentants continuent à nous parler des valeurs démocratiques, des droits de l'homme, des crimes contre l'humanité ou encore de génocides quand cela les arrange, on rit sous cape, leurs grandes vertus n'ont que peu de crédibilité, le cas malgache en est flagrant !

Pour informations, le capitaine Dadis, un officier de l'armée guinéenne, est arrivé au pouvoir par un véritable « coup d'Etat militaire » et gère le pays d'une manière plus qu'insolite, ses dérives dictatoriales commencent à être révélées au peuple guinéen lors de son fameux « Dadis'show » à la télé publique guinéenne où il limoge et nomme les hauts responsables... en direct, tout comme il gronde son Premier Ministre son souffre-douleur, les ministres, les hauts fonctionnaires, et même les entrepreneurs privés toujours en direct à la télé ou en public lors de ses différentes sorties... Mais contre qui, les pays occidentaux démocratiques qui prétendent être les gendarmes du monde, ne peuvent rien, sinon, juste observer ! Qu'ils ne défoulent donc pas sur notre pays leurs propres incapacités à résoudre les problèmes des autres pays africains. En tout cas, bonne lecture !

A Antananarivo comme à Conakry

Bravant l'interdiction de rassemblement dans le plus grand stade de la localité, l'opposition et ses partisans ont pu quand même finalement y pénétrer.

A leur grande surprise, les militaires les ont laissés entrer. Satisfaction de courte durée car c'était un ignoble piège. L'armée boucle les sorties, encercle la foule qui était prise comme dans une souricière et tire dans le tas. Bilan: plus de 150 morts et des milliers de blessés. C'était le 28 septembre dernier en Guinée Conakry. Toutes proportions gardées, c'était exactement la même scène irréelle et macabre qui s'est passée à Antananarivo, Capitale de Madagascar, un certain 7 février 2009. Les manifestants anti - Ravalomanana avaient franchi sans anicroches un premier barrage de militaires installé à une centaine de mètres devant le palais d'Ambohitsorohitra. Précédée par un cordon de forces de l'ordre à reculons, la foule s'était alors engagée sur l'esplanade de la place de l'Indépendance. Une véritable nasse puisque la place est bordée sur ses côtés par des édifices de plusieurs étages. Soudain, comme à la foire, d'autres militaires postés dans le palais et dans les bâtiments environnants s'adonnèrent alors à un véritable « tir aux pigeons ». La foule se dispersa laissant la place vide. Ou plutôt presque vide car, sur le terrain, des dizaines de corps ensanglantés restèrent sur le carreau. On avait du mal à le croire : les coups de feu n'étaient nullement des sommations (il n'y en a pas eu) mais bel et bien des tirs à balles réelles...

A Antananarivo comme à Conakry, des coups de feu ont continué à retentir, plusieurs heures après l'évacuation du lieu du carnage et des témoins affirment avoir vu des militaires « faire le ménage » et ramasser, pour les emmener vers une destination inconnue, les corps des victimes. Ceci, dans le but évident de dissimuler le nombre réel de tués. Les ressemblances s'arrêtent cependant là.

Car si la tuerie de Conakry a provoqué des réactions quasi - instantanées des grands de ce monde, celle d'Antananarivo n'a enregistré qu'un silence gêné au sein de cette illustre famille de la communauté internationale et ce, jusqu'à aujourd'hui.

Ainsi, comme un seul homme et avec une célérité exemplaire, l'ONU, l'UE, l'OIF et l'UA ont été unanimes à dénoncer l' « attitude excessive » de l'armée guinéenne. Il en est de même pour les Etats - Unis qui déclarent être préoccupés par la situation qui prévaut en Guinée. On aurait aimé entendre de telles déclarations sans équivoque à l'encontre du régime Ravalomanana au lendemain de la tuerie d'Ambohitsorohitra du 7 février dernier. Il n'en fut rien cependant ... Les victimes malgaches, quel que soit leur nombre, auraient-elles moins de poids que leurs malheureux pairs guinéens ? La manière est pourtant la même à Antananarivo comme à Conakry : certains hommes en uniforme étaient venus sur les lieux avec

des armes chargées de balles réelles, c'est – à - dire, avec l'intention délibérée de tuer des civils désarmés. Et l'on a précautionneusement attendu le moment propice pour le faire.

Dans le concert des Nations et jusqu'ici, une chape de béton semble être tombée sur ce drame du 7 février d'Ambohitsorohitra. Or, en parlant du massacre de Conakry, Abdou Diouf de l'OIF vient d'exiger que soient trouvés et poursuivis, ceux qui, non seulement l'ont « exécuté », mais aussi « ordonné ». Pour ce qui est du cas (similaire) malgache pourtant, à l'heure actuelle, cette même communauté internationale fait des pieds et des mains pour remettre aux affaires - par mouvance interposée - celui qui, pour avoir été au pouvoir au moment des faits, ne peut en aucun cas être exonéré de toute responsabilité dans le carnage d'Antananarivo. A l'instar du capitaine Moussa Dadis Camara de la Guinée.

Hery Mampionona, La Vérité du Jeudi 01 Octobre 2009

Source : <http://www.actumada.mg/index.php/edito/332-ah-cette-communaute-internationale>